



### En hausse

**EBAY** – Le groupe de distribution en ligne a publié, mercredi 18 juillet, un bénéfice plus que doublé au deuxième trimestre, à 692 millions de dollars (562 millions d'euros), assorti d'une progression plus forte qu'attendu de son chiffre d'affaires (+23 %, à 3,4 milliards de dollars).



### En baisse

**NECKERMANN** – La société allemande de vente par correspondance (2 500 personnes) a annoncé avoir déposé le bilan, mercredi 18 juillet, après que le propriétaire, le fonds américain Sun Capital Partners, a indiqué qu'il ne donnera plus de financement supplémentaire.

### Les cours du jour (19/07/12, 09 h 46)

EURO	1 euro	1,2304 dollar (achat)
OR	Once d'or	1 575,25 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	90,63 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,08 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,5 (à dix ans)

## Grèce : le chemin de croix de la réforme

Athènes a réduit son déficit à coups d'économies brutales qui ne se sont pas accompagnées de changements structurels

Athènes  
Correspondance

La coalition grecque issue des élections du 17 juin n'a pu se mettre d'accord sur le nouveau plan de rigueur qu'elle doit présenter à la « troïka » des bailleurs de fonds d'Athènes (Banque centrale et Commission européenne, Fonds monétaire international). C'est le constat qu'a dressé, mercredi 18 juillet, le ministre des finances Yannis Stourmaras, à la sortie d'une réunion avec le premier ministre de droite Antonis Samaras (Nouvelle Démocratie) et ses alliés gouvernementaux, le chef du Pasok socialiste, Evangelos Venizelos, et celui du parti de gauche modéré Dimar, Fotis Kouvelis.

**Progressivement, le mémorandum a incarné pour une majorité de Grecs la source de tous leurs maux**

Le gouvernement a « encore du chemin à parcourir », a déclaré M. Stourmaras, pour trouver comment économiser 11,5 milliards d'euros en 2013 et 2014, comme le lui réclament ses créanciers avant de donner – ou pas – le feu vert à un versement de 31,5 milliards d'euros d'ici à septembre.

Lundi, M. Samaras avait pris la plume pour expliquer à ses ministres : « Notre préoccupation essentielle est la création d'une administration efficace et fonctionnelle, débarrassée de ses problèmes chroniques. » Il n'est pas le premier chef de l'exécutif à tenir ce discours qui, jusqu'ici, s'est peu traduit dans les faits.

Costas Caramanlis (Nouvelle Démocratie, droite), premier ministre de 2004 à 2009, avait promis de belles réformes qui n'ont jamais vu le jour, il a au contraire augmenté le nombre de fonctionnaires et leurs salaires. Sous la pression de la troïka, le gouvernement de Georges Papandréou (Pasok, socialiste), entre octobre 2009 et novembre 2011, a pris des mesures importantes (retraites, décentralisation) mais les lois qui en ont découlé ont peu été appliquées.

« Quand je suis arrivé chez le premier ministre, explique un ancien



Des retraités grecs manifestaient contre les carences du système de santé, à Athènes. Le 12 juillet. LOUISA GOULIAMAKI/AFP

conseiller économique de Lucas Papadémos (qui a succédé à M. Papandréou en novembre 2011), j'ai fait compter le nombre de lois adoptées et appliquées. Seulement 22 % des lois étaient entrées en application ! »

Certes, le déficit public a été réduit, de 15,8 % à 9,3 % du produit intérieur brut (PIB) entre 2009 et 2011. Tout comme le déficit primaire (hors intérêts de la dette), tombé de 10,6 à 2,4 % du PIB en deux ans. « Peut-être était-ce trop rapide », s'interroge Georges Papadémos, ministre des finances de M. Papandréou.

Cette performance saluée par les créanciers du pays a eu un revers : le mémorandum signé entre le gouvernement grec et la troïka, en échange d'un premier prêt de 110 milliards d'euros, est

devenu synonyme de sacrifices et de sanctions, alors que l'essentiel du plan portait sur des réformes structurelles.

Progressivement, au fur et à mesure que la récession s'aggravait, le mémorandum a incarné pour une majorité de Grecs la source de tous leurs maux. « Il y a eu une diabolisation du mémorandum », constate Panos Carvounis, le représentant de la Commission européenne à Athènes. Les Grecs pensent toujours que l'ennemi vient de l'extérieur et c'est devenu la troïka, alors que les vrais ennemis sont les corporatismes étatiques et les spéculateurs. »

« Les Européens nous ont accordé une aide jamais donnée en Europe, explique Théodore Pangalos, qui était vice-premier ministre de M. Papandréou et Papadé-

mos. Mais il y a eu des maladrotes. Ces apparitions trimestrielles du comité de contrôle de la troïka, qui allait dans les ministères, ont plutôt créé des problèmes. Il fallait un contrôle politique à Bruxelles. On a eu un contrôle de fonctionnaires. » Les tensions ont culminé, en septembre 2011, avec le départ précipité de la délégation, ouvrant une grave crise entre Athènes et ses créanciers, qui n'a pas été véritablement réglée depuis.

« Le gouvernement n'était pas entièrement engagé derrière le mémorandum, explique M. Papadémos. Des ministres faisaient passer les lois en rendant responsable la troïka. En coulisse, ils faisaient en sorte de les rendre inefficaces. Une fois la loi votée, il faut rédiger les décrets d'application qui concernent parfois plu-

sieurs ministères. C'est assez facile de faire traîner les choses et de prévoir des dispositifs qui rendent difficile l'application de la loi. J'ai entendu un ministre s'interroger, à propos de la réforme du droit du travail : « Va-t-on faire en sorte que la loi devienne efficace ? » »

Le Pasok n'a pas su s'attaquer à ces fonctionnaires qui constituaient la base de sa clientèle électorale. Ainsi, quand le gouvernement a demandé aux ministères et aux organismes publics de recenser les services en surcapacité pour redéployer les effectifs, la plupart n'ont pas répondu ou ont expliqué qu'ils manquaient d'employés. Dans la même logique, certaines administrations n'ont pas envoyé à la commission en charge des privatisations la liste de leurs biens immobiliers.

Début 2012, le ministre de la réforme administrative a signé un accord pour permettre à une « task force » européenne de l'aider à faire son travail : mettre en place des procédures d'évaluation, définir les fonctions des uns et des autres, ou même compter le nombre de fonctionnaires... En arrivant à Athènes un jour de printemps, la task force découvre avec stupeur un projet de loi de 1 000 pages sur la réforme de l'administration, que le ministre n'avait jamais évoqué devant eux. « On s'est fait balader !, reconnaît, amer, un fonctionnaire européen. Ce qui intéressait le ministre, c'était l'affichage des réformes. Le nouveau gouvernement ne doit pas se contenter de discours rhétoriques. Mais il faut aussi convaincre les Grecs que les réformes sont utiles pour le pays et pas pour les créanciers. »

Aujourd'hui, les Européens sont à bout de patience, les Grecs ne supportent plus le mémorandum. « Quand on parle d'évaluation, les gens comprennent licenciements. Le mot réforme est devenu synonyme de sacrifices », constate, dépité, Panagiotis Karkatsoulis, lauréat du Prix international de la société américaine pour l'administration publique.

La pédagogie de la crise et l'autocritique ont fait défaut au gouvernement grec comme aux Européens. « Il faut être deux pour danser le tango. Dans la crise grecque, les deux danseurs ont échoué, commentait l'ancien sherpa de Lucas Papadémos, Gikas Hardouvelis, fin juin. Les Grecs ont refusé de mettre en œuvre rapidement les réformes ; la ligne dure des Européens a cru de façon erronée que la crise disparaîtrait s'ils corrigeaient la discipline budgétaire longtemps négligée de la zone euro. » La troïka doit revenir à Athènes le 26 juillet. On verra alors si M. Samaras et la troïka ont fait des progrès en tango grec. ■ A.S.

## M. Papaconstantinou : « La peur du coût politique prend vite le dessus »

### Entretien

Athènes  
Correspondance

Ministre des finances d'octobre 2009 à juin 2011, Georges Papaconstantinou a mis en œuvre le mémorandum signé, en mai 2010, avec la « troïka » des bailleurs de fonds d'Athènes (Banque centrale et Commission européenne, Fonds monétaire international) en échange de l'aide européenne. Comme de nombreux ministres du Pasok, il a été battu aux élections législatives du 17 juin. Il écrit un livre sur ses deux ans au cœur de la crise grecque. Et évoque, aujourd'hui, les difficultés et les résistances qu'il a rencontrées. **Deux ans après, pensez-vous que le mémorandum appliqué à la Grèce a échoué ?**

Le mémorandum était le prix à payer pour le prêt de 110 milliards

d'euros dont nous avons besoin. Il a permis de réduire le solde primaire de l'équivalent de huit points du produit intérieur brut. C'est énorme. Peut-être était-ce trop rapide ? Il faut reconnaître qu'il a été moins efficace pour les réformes structurelles. L'autre échec du mémorandum porte sur ses prévisions de croissance. Il prévoyait un retour à la croissance dès 2012. Nous en sommes loin. **Pourquoi a-t-il été si difficile de mettre en œuvre les réformes structurelles ?**

On n'a pas suffisamment tenu compte des difficultés et des résistances politiques. C'est vrai qu'il est difficile d'effectuer des changements en Grèce. Les résistances et la peur du coût politique prennent vite le dessus. Nous avons fait des choses très vite, que d'autres pays européens peinent à faire, comme la réforme des retraites. Nous avons fait passer une loi pour

ouvrir les professions dites fermées. Mais nous n'avons pas réussi à faire bouger la machine administrative pour faire appliquer la loi. En arrivant, nous avons réformé l'administration locale, en supprimant de nombreuses mairies et des organismes qui leur étaient rattachés. Nous aurons dû commencer par la réforme de l'administration centrale. Nous avons été confrontés aux résistances au sein de notre propre parti, quand il s'est agi de fermer des organismes publics et de privatiser. **On vous reproche de ne pas avoir essayé de négocier les conditions de ce mémorandum.**

Était-il possible de faire autrement ? Pouvait-on s'opposer aux baisses de salaires du secteur public qui avaient plus progressé que dans d'autres pays européens et qui étaient 30 % au-dessus de ceux du secteur privé ? Nous avons par contre réussi à

éviter la suppression des treizième et quatorzième mois dans le privé. De même que la diminution du salaire minimum, qui a finalement été entérinée dans le second mémorandum de mars.

La Grèce manquait totalement de crédibilité, ce qui limitait notre marge de manœuvre. Il fallait montrer qu'on voulait réduire notre déficit. Mais nous savions qu'il faudrait négocier. Il était évident dès le départ que le taux d'intérêt était trop élevé et les délais trop courts, mais c'était la seule façon de faire accepter le prêt par l'Allemagne. Nous avons parfois eu des heures de discussions sur 0,5 % d'intérêt ! Assez tôt, le FMI a compris qu'il fallait revoir le cadre budgétaire. Il était plus ouvert au changement que la Commission, où la résistance de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Finlande était forte. **Vous êtes-vous senti soutenu**

### au sein du gouvernement ?

Par le premier ministre oui. Mais j'ai été en opposition avec plusieurs ministres, et j'ai souvent été contraint de faire marche arrière. Nous étions une minorité à comprendre qu'il fallait aller vite. Que, sinon, il faudrait procéder à d'autres coupes budgétaires. Un programme aussi difficile devient impossible quand tout le monde vous tombe dessus. Nous étions seuls face au reste du système politique, qui nous était hostile. Si Antonis Samaras avait dit à l'époque, quand il était dans l'opposition, ce qu'il dit aujourd'hui comme premier ministre, les réformes auraient été mieux acceptées. Le mémorandum, c'était 80 % de réformes structurelles et 20 % d'austérité. Aujourd'hui, tout le monde pense qu'il est synonyme d'austérité. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ALAIN SALLES